

**DEPARTEMENT DE LA REUNION
COMMUNE DE SAINTE-DENIS**

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LE CURAGE DES
RESEAUX PUBLICS D'EAUX PLUVIALES
ENTERRES SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR**

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)
Appel d'offres

Maître de l'ouvrage : Communauté Intercommunale du **NO**rd de la **Ré**union
3 , rue de la Solidarité – CS 61025 - 97 495 Sainte Clotilde CEDEX
(Réunion – France)

ATTENTION : A compter du 1^{er} OCTOBRE 2018, Toutes les communications et tous les échanges d'informations (retrait du DCE, demande d'obtention de renseignement complémentaire, remise des candidatures et des offres.....) seront effectués via la plateforme de dématérialisation : <https://marches.cinor.fr>

Date limite de réception des offres : **16 MAI 2025 à 12 heures locales**

ARTICLE 1 - OBJET

La présente consultation concerne : **le curage des réseaux publics des eaux pluviales urbaines enterrés sur le territoire de la CINOR.**

ARTICLE 2 - CONDITIONS

2.1 - Etendue et mode de la consultation

Le présent marché est lancé selon la procédure d'appel d'offres (**articles R. 2161-2 à 2161-5 du code de la commande publique**).

2.2 - Décomposition en tranches et en lots

La présente consultation est décomposée en 4 lots ; correspondant à des zones géographiques :

Lot n°	Intitulé	Montant mini € HT annuel	Montant maxi HT annuel
1	Saint-Denis Est	20 000,00 €	320 000,00 €
2	Saint-Denis Ouest	20 000,00 €	320 000,00 €
3	Sainte Marie	20 000,00 €	190 000,00 €
4	Sainte Suzanne	20 000,00 €	190 000,00 €

ATTENTION: TOUTE OFFRE SUPERIEURE AU MONTANT MAXIMUM INDIQUE SERA AUTOMATIQUEMENT REJETEE.

La limite entre les 2 zones (Est & Ouest) sur la commune de Saint Denis, étant la ravine des Patates à Durand.

2.3 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées. En cas de variante présentée, celle-ci sera écartée. Seule l'offre de base sera analysée, à condition d'être bien dissociée de la variante.

2.4 – Durée ou délai d'exécution

Durée du marché :

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an. Sauf dénonciation du pouvoir adjudicateur, le marché est reconduit tacitement sans que la durée totale n'excède 4 années. Il reconduit 3 fois pour une durée d'un an. Le Pouvoir Adjudicateur peut refuser la reconduction du contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception, 3 mois avant l'expiration de l'année civile en cours. Le titulaire ne peut s'y opposer.

Délai d'exécution du marché :

Les délais d'exécution des travaux afférents à chaque bon de commande, ainsi que leurs points de départ, leur localisation et leur consistance, seront précisés pour chaque bon de commande par application des prix du BPU et par application des temps inscrit à l'annexe « Délai d'Exécution ».

Le délai d'exécution sera calculé de la façon suivante :

$$\text{SOMME (Quantité commandée x Délai (Jours)*)} = \text{Délai d'exécution en jours ouvrés (hors période de préparation)**}$$

* *Quantité (Annexe – BPU) et délai (Annexe – Délai d'exécution) du même poste.*

** *Le total sera arrondi à l'entier supérieur.*

Les bons de commande seront signés par la personne dûment habilitée et notifié au titulaire, voie postale ou e-mail.

Plusieurs bons de commande pourront être émis simultanément et leur période d'exécution se chevaucher. Dans ce cas les travaux devront donc être exécutés simultanément et sur plusieurs sites. Par ailleurs, sauf indication contraire de la maîtrise d'ouvrage (MOA) et/ou de la maîtrise d'œuvre (MOE), le délai de préparation pour les quatre lots et pour chaque bon de commande est fixé à 15 jours. Passé ce délai, l'entreprise titulaire est tenue d'intervenir sans possibilité de refus, sous peine de se voir appliquer des pénalités pour retard.

2.5 - Sous-traitance :

Les conditions de recours à la sous-traitance sont précisées **aux articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique** et à l'**article L. 2193-3 du code de la commande publique**.

2.6 – Pièces remises aux candidats (pièces constitutives du dossier de consultation)

- 1) Le formulaire DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration capacités)
- 2) Le présent règlement de consultation ;
- 3) L'acte d'engagement (si le marché est alloti : un acte d'engagement par lot est remis) ;
- 4) Le formulaire DC4 (Déclaration de sous-traitance) ;
- 5) Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- 6) Le cahier des charges sociales ;
- 7) Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- 8) Le bordereau de prix unitaires (BPU), un par lot ;
- 9) Le détail quantitatif/ estimatif (DQE), un par lot ;
- 10) L'annexe « Délai d'Exécution » commun à l'ensemble des lots ;
- 11) Cadre du mémoire technique et environnemental.

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les soumissionnaires produiront un dossier complet rédigé en langue française (et en euros).

Les dossiers transmis par les candidats comportent une enveloppe contenant les renseignements relatifs à leur candidature (les pièces sont énumérées au **3-1 ci-dessous**), ainsi que les pièces relatives à l'offre (les pièces sont énumérées au **3-2 ci-après**).

3.1 LE DOSSIER DE CANDIDATURE CONTIENDRA LES PIECES SUIVANTES :

Pièces de candidature réclamées :

A) Lettre de candidature (**formulaire DC1**) renseignée, comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre pas dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique, et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;

B) Un justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession (**ou numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique**), OU récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription, ou équivalent.

III.1.2) Capacité économique et financière

C) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles

NB : Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur (exemple : attestations d'assurances pour risques professionnels ou garanties bancaires ou bilans prévisionnels...).

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

D) Déclaration du candidat indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années,

E) Déclaration indiquant les moyens matériels dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature

F) présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

G) Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique ou des cadres de l'entreprises, et notamment des responsables de prestations de services de même nature que celle du marché.

NB : Critères objectifs de participation : Les candidatures complètes seront évaluées au regard de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ainsi que de la capacité financière, technique et professionnelle du candidat (Notamment, il sera apprécié le caractère probant des références présentées ainsi que la correspondance entre les moyens (financiers, humains, matériels) du candidat et les besoins exprimés dans le cahier des charges)

NB : Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

NB En cas de groupement, l'ensemble des cotraitants fournira obligatoirement l'intégralité des pièces demandées.

Nb : l'acheteur public accepte que le candidat présente sa candidature dans les conditions posées à **l'article R. 2143-4 et les articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique** :

IMPORTANT

1/ Conformément à **l'article 2143-4 du code de la commande publique**, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, reprenant les documents ou renseignements de candidature réclamés ci-dessus.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

2/ Conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique, les candidats sont informés qu'ils sont dispensés de produire les documents ou renseignements sur la candidature (par exemple sur le chiffre d'affaires, sur les références professionnelles, les effectifs, moyens matériels, **justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession ...**) à condition :

- **Soit** que la CINOR puisse obtenir directement ces documents ou renseignements par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Les candidats doivent alors faire figurer dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et l'accès à ceux-ci doit être gratuit pour la CINOR.

- **Ou Soit** que les documents et renseignements aient déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et demeurent valables (il appartient alors aux candidats de vérifier que ces documents ou renseignements fournis antérieurement sont encore valables)

3.2 LE DOSSIER RELATIF A L'OFFRE DU CANDIDAT CONTIENDRA :

- a) L'acte d'engagement complété (Si le candidat se présente en groupement conjoint, l'offre du candidat indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.
- b) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) signé par le représentant habilité ;
- c) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) signé par le représentant habilité ;
- d) Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) complété et ses annexes ;
- e) Le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) complété ;
- f) Le mémoire technique argumentaire du candidat ;
- g) Le mémoire environnemental du candidat.

Les documents remis par le maître d'ouvrage, à l'exception de ceux visés ci-dessus, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le maître de l'ouvrage font foi.

La Personne publique se réserve le droit de se faire communiquer les sous détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

NB 1 : Le mémoire est contractuel dans son ensemble.

ARTICLE 4 - JUGEMENT DES OFFRES

L'appréciation des candidatures et des offres se fera comme suit :

4.1 Critère de sélection des candidatures (conditions de participation) : Les candidatures complètes seront évaluées au regard de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles du candidat, et ce au regard des pièces énumérées à l'article 7.1 du cahier des charges. Les candidatures qui ne seront pas satisfaisantes au regard des éléments précités seront éliminés.

4.2 Critère de jugement des offres : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée selon les critères énoncés ci-dessous

4.2.1 – La valeur technique

La valeur technique des prestations (**N1**) sera notée sur 20 de la manière suivante :

Chaque offre se verra attribuer une appréciation technique (servant au calcul de la note) résultant de la somme des points attribués pour chaque sous-dossier suivant la répartition suivante.

Eléments de l'offre technique	Note mini	Note maxi
a) La méthodologie envisagée pour l'exécution des prestations d'hydrocurage et d'inspection télévisée ;	0	8
b) Les moyens matériels et humains, spécifiquement affectés à la mission ;	0	6
c) La prise en compte de la gestion des contraintes de sécurité lors de la réalisation des interventions.	0	6
Total note N1 : ---- / 20		

Un sous critère de la valeur technique non renseigné par le candidat se traduira par la note de 0. Plus les éléments par sous-critère seront détaillés et pertinents, meilleure sera la note. En, cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la valeur technique, l'offre sera éliminée car équivaldra à l'absence de remise d'un mémoire technique.

En cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la valeur technique, l'offre sera éliminée car cela équivaldra à l'absence de remise de mémoire technique.

4.2.2 – La valeur environnementale

La valeur environnementale (N2) de l'offre sera jugée selon les mesures prises pour limiter les risques de pollution et de dégradation des réseaux lors des opérations d'inspections télévisées et d'hydrocurage.

Cette valeur environnementale (N2) sera notée sur 20 suivant la répartition ci-après :

Clause environnementale	Note mini	Note maxi
a) Les moyens de surveillance mis en œuvre pour prévenir tout risque de débordement	0	6
b) Les actions engagées par l'entreprise en cas de complication et de débordement pendant l'opération	0	8
c) les moyens mis en œuvre pour limiter l'impact de l'opération sur l'environnement	0	6
Total note N2 : ---- / 20		

Un sous critère de la valeur environnementale non renseigné par le candidat se traduira par la note de 0.

Plus le cadre d'intervention est défini avec les éléments de détails, meilleurs sera la note.

Aussi, chaque offre se verra attribuer une appréciation environnementale (servant au calcul de la note) résultant de la somme des points attribués pour chaque sous-dossier suivant la répartition suivante.

4.2.3 – Le prix

Le montant total du prix des prestations indiqué par le candidat au Détail Quantitatif Estimatif (DQE) fera l'objet d'une notation sur 20 calculé de la manière suivante :

$$\text{Note prix : N3} = (\text{Md/P}) \times 20$$

Où : **Md** est le prix de l'offre moins disante

P est le prix de l'offre notée

4.2.4 – Classement

Le classement global des offres résulte d'une **pondération entre la valeur technique (40%), la valeur environnementale (20 %) et le prix (40%)**. Par conséquent, chaque offre reçoit une note globale, somme de la note « note valeur technique » affectée d'un coefficient 0,40, de la note « valeur environnementale » affectée d'un coefficient de 0,20 et de la note « note prix » affectée d'un coefficient 0,40.

Le candidat retenu sera celui qui présentera l'offre économiquement la plus avantageuse dont la note globale est la plus élevée.

$$\text{Note Globale : NG} = (0,40 \times \text{N1}) + (0,20 \times \text{N2}) + (0,40 \times \text{N3})$$

NB 1 : Pour le marché (ou chaque lot si le marché est alloti) et dans le cas où la valeur technique (ou la performance en matière de performance environnementale) est un critère de jugement des offres, un sous critère de la valeur technique (ou de la performance en matière de performance environnementale) non renseigné par le candidat se traduira par la note de 0. Plus les éléments par sous-critère seront détaillés et pertinents, meilleure sera la note. En cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la valeur technique, l'offre sera éliminée car équivalra à l'absence de remise d'un mémoire technique. De même, en cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la performance en matière de protection de l'environnement (si ce dernier est érigé en critère), l'offre sera éliminée dans son ensemble.

NB 2 : Pour la formule de notation du critère prix, si le prix est un critère de jugement et si un prix égal à zéro euro est proposé par un candidat et que son offre n'est pas éliminée pour cause d'offre anormalement basse non justifiée, il sera ajouté, pour la comparaison des offres de prix, + 1 euro à chacune des offres comparées (et donc +1 au numérateur et au dénominateur de la formule de notation du prix)

NB 3 : Dans le cas où un lot ou marché est ouvert à variante(s), les candidats sont informés que la Personne publique analysera, si la condition précitée est réunie, toutes les offres (de base et en variante) entre elles au regard des mêmes critères de jugement des offres énoncés dans le présent document, et établira un classement unique des offres (intégrant les offres de base et les offres en variante). L'offre qui aura obtenu la meilleure note sera classée 1^{ère} et déclarée attributaire.

NB 4 REGLES DE CORRECTION EN CAS D'ERREUR CONSTATEE :

Si les prestations sont à prix unitaire, la disposition suivante s'applique : en cas de discordance ou d'erreurs de prix constatées dans l'offre du candidat, **les prix unitaires sont réputés intangibles et les indications portées dans le bordereau de prix unitaires (BPU) prévaudront.** Le(s) montant(s) total(aux) indiqué(s) éventuellement dans les autres pièces de l'offre seront modifiés en conséquence. La Collectivité pourra demander au candidat d'effectuer les corrections. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence. S'il est demandé aux candidats de remettre un détail quantitatif estimatif dans leur offre, **les candidats devront répondre sur les quantités qui figurent au détail quantitatif estimatif sans modifier les quantités sous peine de voir cette offre déclarée irrégulière : toutefois, par dérogation à cette sanction de principe, dans le cas où la modification d'une ou plusieurs quantités résulterait manifestement d'une erreur purement matérielle (par exemple : erreur matérielle dans le report ou dans la retranscription de la bonne quantité sur le DQE remis par le candidat, le candidat ayant par exemple travaillé le DQE sur son propre fichier informatique en omettant par erreur de reprendre la bonne quantité fournie initialement),** le pouvoir adjudicateur pourra demander au(x) candidat(s) concerné(s) **de confirmer les prix unitaires du BPU réputés intangibles**, en appliquant à ces prix les bonnes quantités du DQE soumises initialement à la consultation. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour irrégularité.

Par dérogation aux règles de principe énoncées ci-dessus, La seule exception qui sera admise au caractère intangible du prix unitaire (si le marché est à prix unitaire) ou du montant total général (si le marché est à prix global et forfaitaire) est le cas prévu par la jurisprudence du Conseil d'Etat (N°349149, du 21 septembre 2011) où il sera permis à titre exceptionnel de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue ».

IMPORTANT : MODALITES PARTICULIERES D'ATTRIBUTION DES LOTS (LIMITATION DU NOMBRE MAXIMAL DE LOTS POUVANT ETRE ATTRIBUES A UN MEME SOUMISSIONNAIRE :

En application de l'article R.2113-1 du code de la commande publique, l'acheteur public précise **qu'un même soumissionnaire ne pourra se voir attribuer qu'au maximum 2 lots.**

La procédure se déroulera de la façon suivante :

- chaque soumissionnaire pourra répondre (s'il le souhaite), sur tous les lots ;
- la personne publique classera, pour chacun des lots, les soumissionnaires ayant remis une offre régulière, appropriée et acceptable, par application des critères retenus et pondérés comme ci-avant. Le candidat le mieux-disant au regard des critères pondérés sera classé 1^{er}.
- si un soumissionnaire est mieux-disant sur un nombre de lots supérieurs au nombre maximal de lots pouvant être attribués à un même candidat, **il se verra attribuer le(s) lot(s) le(s) plus important(s) en termes de montant proposé par celui-ci (règle d'attribution).**

NB 1 : si par extraordinaire, la règle d'attribution ci-dessus est inopérante pour limiter le nombre maximal de lots pouvant être attribués à un même soumissionnaire, mieux-disant sur un nombre de lots supérieurs au nombre maximal de lots pouvant être attribués à un même candidat, se verra attribuer le(s) lot(s) pour lequel il présentera le plus grand écart (en termes de note globale) avec le candidat classé deuxième. Pour l'(es) autre(s) lot(s) restant à attribuer, il sera procédé à un nouveau classement sans prendre en compte l'offre du soumissionnaire déjà attributaire.

NB 2 : Si par extraordinaire, les 2 règles préférentielles d'attribution précitées ne permettraient toujours pas de limiter le nombre maximal de lots pouvant être attribués à un même soumissionnaire, il sera alors appliqué la règle suivante : le soumissionnaire mieux-disant sur un nombre de lots supérieurs au nombre maximal de lots pouvant être attribués à un même candidat se verra attribuer le(s) lot(s) après un vote des membres de la commission d'appel d'offres.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats devront faire parvenir leurs plis contenant les pièces énumérées à l'article 3 du présent règlement **au plus tard avant la date et heure indiquées en page 1 du cahier des charges**. Les candidatures et les offres seront rédigées en langue française et l'offre formulée en euros.

Pour la remise des candidatures et des offres par les candidats : Il est spécifié aux candidats que leur candidature et leur offre doivent être transmises **uniquement par voie électronique :**

- sur le site www.cinor.org, Rubrique : Marchés publics en cours (cliquer sur l'action : accéder à la consultation),
- **ou sur le lien direct :** <https://marches.cinor.fr> (pls à déposer sur l'affaire en question)

Les modalités de dépôt des plis par voie électronique sont précisées dans le formulaire d'aide aux entreprises pour la dématérialisation disponible sur le site <https://marches.cinor.fr> Rubrique : **Aide**

Important : pour éviter des anomalies, le candidat doit s'assurer qu'il respecte les pré requis ainsi que les consignes contenues dans le formulaire en ligne d'aide aux entreprises pour la dématérialisation

Les documents transmis par les soumissionnaires à la personne publique devront obligatoirement être aux formats texte ou tableau ou PDF (et compatibles pour une lecture sur un matériel type PC).

IMPORTANT : Le candidat qui effectue une transmission de sa candidature et de son offre par voie électronique peut parallèlement transmettre, **à titre de copie de sauvegarde**, les documents précités (candidature et offre) sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB, etc...) ou sur support papier, à condition de les faire parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde devra être placée dans un pli scellé comportant les mentions lisibles suivantes obligatoires :

- « le titre du marché concerné »
- « copie de sauvegarde ».

Elle ne pourra être ouverte que dans les conditions prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Attention : La copie de sauvegarde peut aussi être transmise par voie électronique conformément aux dispositions du décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022

IMPORTANT : CONCERNANT LA SIGNATURE DU DC1 OU DE L'ACTE D'ENGAGEMENT (qui n'est plus obligatoire au stade du dépôt de l'offre)

Afin de simplifier le dépôt des offres, **le code de la commande publique, ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer la candidature et l'offre présentée.**

Le candidat peut signer le DC1 et l'acte d'engagement dès la remise de son offre s'il le souhaite. **En tout état de cause, la signature du DC1 et de l'acte d'engagement ne sera exigée qu'au terme de la procédure du seul candidat déclaré attributaire.**

L'attributaire sera invité à signer électroniquement uniquement l'acte d'engagement et à le déposer sur la plateforme de dématérialisation. La signature électronique devra être conforme aux prescriptions énoncées dans l'arrêté du 12 avril 2018 sur la signature électronique et notamment permettre la procédure de vérification de la signature constatée par un contrôle fonctionnel qui portera au minimum sur les points suivants :

1° L'identité du signataire ;

2° L'appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats mentionnées à l'article 2 (à savoir être conforme au règlement « Eidas » imposé par la réglementation européenne)

3° Le respect du format de signature mentionné à l'article 3 (**Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015**).

4° Le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature (**ATTENTION AU DELAI DE VALIDITE du certificat délivré habituellement pour une année**)

5° L'intégrité du document signé.

Dans le cas où l'attributaire ne disposerait pas dans le délai imparti par la personne publique d'un certificat de signature électronique valide pour signer l'acte d'engagement, il sera autorisé à remettre ledit document signé de manière manuscrite par voie papier (une fois l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant obligatoirement la signature électronique, les dispositions du précédent alinéa ne s'appliqueront plus, et l'absence de remise de l'acte d'engagement signé conformément à l'arrêté du 12 avril 2018, dans le délai imparti entraînera le rejet de l'offre)

En tout état de cause, l'absence de remise du DC1 signé et de l'offre signée électroniquement (ou à défaut de manière manuscrite par voie papier jusqu'à l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant la signature électronique), dans le délai imparti par la Personne publique, entraînera le rejet de l'offre.

De même l'absence de remise de tous les documents et justificatifs demandés à l'article 8 du RC, dans le délai imparti par la Personne publique, entraînera le rejet de l'offre.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **11 jours** avant la date limite de remise des offres une demande **par voie électronique sur le site internet** : <https://marches.cinor.fr>, et ce en suivant les instructions ci-après :

1/ Ouvrir l'affaire concernée sur le site : <https://marches.cinor.fr> par la rubrique « accéder à la consultation »

- 2/ Onglet **Question** – Puis **Poser une question**
- 3/ Rédigez votre question dans le cadre **Question (250 caractères max)** ou/et **joindre un fichier** en cliquant sur **Parcourir**
- 4/ **Envoyer**

Le diagramme illustre le processus de pose d'une question sur une plateforme. Il commence par un onglet 'Question' dans une barre de navigation qui inclut également 'Publicité / Téléchargement', 'Dépôt', et 'Messagerie sécurisée'. Une annotation 'Clic sur Questions' pointe vers cet onglet. La page suivante, 'Poser une question', affiche une liste des questions posées (actuellement vide) et un bouton 'Poser une question'. Une annotation 'Poser une Question' pointe vers ce bouton. La section de rédaction de la question est intitulée 'Rédiger la question Ou/ Et joindre un fichier'. Elle comprend un champ de texte 'Question (250 caractères max.) *' et un bouton 'Parcourir...' pour joindre un fichier. Une annotation 'Rédiger la question Ou/ Et joindre un fichier' pointe vers ces éléments. Enfin, un bouton 'Envoyer' est visible, avec une annotation 'Envoyer' qui y pointe. Une légende indique que le symbole '*' indique les champs obligatoires.

Une réponse sera alors apportée à tous les candidats au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7 - DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES PLIS

La date et heure limites de réception des candidatures et des offres sont celles fixées en page 1 du règlement de consultation.

Les plis parvenus hors délais ne seront pas retenus, sauf dans l'hypothèse où l'acheteur public dispose d'éléments tangibles montrant que le pli électronique a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais .

ARTICLE 8 - PIECES A REMETTRE PAR L'ATTRIBUTAIRE UNIQUEMENT :

-Articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique : Il est précisé qu'il ne pourra être exigé que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner, et notamment les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnées à l'**articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique**.

- le justificatif des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (ATTENTION : une simple attestation sur l'honneur de la personne déclarant être habilitée à engager le candidat ne sera pas acceptée. Le justificatif devra être probant, comme par exemple les statuts ou mandat...)

- En cas de groupement : Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Si une forme juridique est imposée dans l'AAPC ou le présent RC au stade de l'attribution, le groupement devra revêtir cette forme

L'habilitation doit être valable et émaner d'une personne habilitée à engager le co-traitant (fournir le justificatif de pouvoir également).